



CHARTRE DE CONFIDENTIALITÉ

Procédure de marché public - Enquête administrative et accompagnement RH de l'ORN (Observatoire de Paris-PSL)

1. Objet de la Charte

La présente charte de confidentialité (ci-après la « Charte ») a pour objet de définir les engagements de confidentialité applicables à tout opérateur économique sollicitant l'accès à tout ou partie des documents du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), notamment au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), dans le cadre de la procédure de passation du marché public relatif à la réalisation d'une enquête administrative et d'un accompagnement RH au sein de l'Observatoire Radioastronomique de Nançay (ORN), relevant de l'Observatoire de Paris-PSL.

Ces documents comportent des informations sensibles et peuvent contenir des données à caractère personnel. L'accès à ces documents est strictement conditionné à l'acceptation préalable et sans réserve de la présente Charte.

2. Définition des informations confidentielles

Sont considérées comme informations confidentielles, sans que cette liste soit limitative:

- Le CCTP ;
- toute information relative à l'organisation, au fonctionnement, aux équipes, aux missions et aux relations professionnelles au sein de l'ORN ;
- toute information relative à des situations de tensions, de risques psycho-sociaux, de signalements, de procédures administratives ou disciplinaires ;
- toute donnée permettant, directement ou indirectement, l'identification de personnes physiques ;
- toute information communiquée par l'acheteur public dans le cadre de la procédure, quel qu'en soit le support.

3. Engagements du candidat

Le candidat s'engage expressément à:

3.1. Utiliser les informations confidentielles exclusivement aux fins de préparation de sa candidature et, le cas échéant, de son offre dans le cadre de la présente procédure.

3.2. Ne pas divulguer, communiquer, transmettre ou rendre accessibles, directement



ou indirectement, tout ou partie des informations confidentielles à des tiers, y compris après la clôture de la procédure.

3.3. Limiter l'accès interne aux seules personnes strictement nécessaires à l'élaboration de la candidature ou de l'offre, et leur imposer des obligations de confidentialité équivalentes.

3.4. S'interdire toute utilisation des informations à des fins de communication, de formation, de publication, de recherche ou de prospection commerciale, y compris sous forme anonymisée.

3.5. Procéder, à l'issue de la procédure, à la suppression ou destruction de l'ensemble des documents confidentiels, sauf obligation légale contraire.

4. Protection des données à caractère personnel

Le candidat reconnaît que certains documents contiennent des données à caractère personnel au sens du règlement (UE) 2016/679 (RGPD) et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée. Il s'engage à ne traiter ces données que pour les besoins stricts de la procédure, à mettre en œuvre toutes mesures techniques et organisationnelles appropriées garantissant la sécurité et la confidentialité des données, et à ne conserver aucune donnée au-delà de la durée nécessaire à la procédure.

5. Durée des obligations

Les obligations prévues par la présente Charte s'appliquent dès la communication des documents, pendant toute la durée de la procédure de passation, et sans limitation de durée après sa clôture, quel qu'en soit le résultat.

6. Sanctions et fondements juridiques

Toute violation de la présente Charte constitue un manquement grave aux obligations de confidentialité.

6.1. Pendant la procédure de passation

Conformément aux articles L.2141-7 et L.2141-8 du Code de la commande publique, l'acheteur peut exclure de la procédure tout candidat ayant commis une faute professionnelle grave, notamment en cas de violation des obligations de confidentialité ou d'atteinte à l'intégrité de la procédure. Une telle violation pourra entraîner l'exclusion immédiate du candidat et le rejet de son offre, sans indemnité.

6.2. Après attribution du marché

En cas de manquement du titulaire, l'acheteur pourra appliquer les sanctions contractuelles prévues au marché, y compris la résiliation pour faute aux torts exclusifs du titulaire, conformément aux règles de la commande publique, sans préjudice de toute action indemnitaire.

6.3. Responsabilités civiles, administratives et pénales

Indépendamment des sanctions contractuelles ou administratives, le candidat ou titulaire s'expose :

- à des actions en responsabilité civile pour le préjudice causé à l'établissement ou aux personnes concernées ;
- à des sanctions administratives en matière de protection des données personnelles (RGPD) ;
- le cas échéant, aux sanctions pénales prévues par le Code pénal en cas de divulgation illicite d'informations confidentielles ou de données personnelles.

7. Exigence renforcée de discrétion professionnelle

Le candidat reconnaît que la mission porte sur des situations professionnelles sensibles impliquant des agents publics, des signalements de risques psycho-sociaux et des procédures internes, et que toute divulgation est susceptible de porter atteinte aux droits des personnes, au bon fonctionnement du service public et à la responsabilité de l'établissement. Il s'engage à une obligation de discrétion professionnelle renforcée.

8. Acceptation de la Charte

L'accès au cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) est subordonné à la signature de la présente Charte par une personne habilitée à engager juridiquement le candidat et à sa transmission préalable à l'acheteur selon les modalités prévues dans le règlement de consultation. Toute demande de communication des documents vaut acceptation pleine et entière de la présente Charte.

Fait à :

Le :

Pour le candidat :

Dénomination sociale :

Nom et qualité du signataire :

Signature et cachet: